

Chas Freeman : les alliances des États-Unis s'effondrent, Israël se suicide

L'ambassadeur Chas Freeman a été ancien secrétaire adjoint à la Défense, recevant les plus hautes distinctions du Département de la Défense pour son rôle dans la conception d'un système de sécurité européen post-guerre froide centré sur l'OTAN et dans le rétablissement des relations de défense et militaires avec la Chine. Il a été ambassadeur des États-Unis en Arabie saoudite durant les opérations Desert Shield et Desert Storm. Lire le Substack de Chas Freeman : <https://substack.com/@chasfreeman662157> Livres du professeur Glenn Diesen : <https://www.amazon.com/stores/author/B09FPQ4MDL> Suivre le professeur Glenn Diesen : Substack : <https://glennndiesen.substack.com/> X/Twitter : https://x.com/Glenn_Diesen Patreon : <https://www.patreon.com/glenndiesen> Soutenir les recherches du professeur Glenn Diesen : PayPal : <https://www.paypal.com/paypalme/glenndiesen> Buy me a Coffee : buymeacoffee.com/gdieseng Go Fund Me : <https://gofund.me/09ea012f> Acheter des produits dérivés Diesen : <https://diesen-shop.fourthwall.com/en-nok>

#Glenn

Bon retour parmi nous. Nous sommes le quatorze septembre deux mille vingt-six, et nous recevons l'ambassadeur Chas Freeman, ancien secrétaire adjoint à la Défense des États-Unis. Et ce qui est très, très pertinent pour notre discussion d'aujourd'hui, c'est que l'ambassadeur Freeman a également été ambassadeur des États-Unis en Arabie saoudite. C'est donc un plaisir de vous revoir. Commençons par l'Arabie saoudite. Ces derniers jours, l'Arabie saoudite a mené plus de trois cents frappes aériennes contre le Yémen. Et Ansar Allah, ou les Houthis, comme on les appelle en Occident, auraient frappé des systèmes radar saoudiens, des dépôts de munitions, des bases aériennes et des hangars pour avions. Comment interprétez-vous ces évolutions, cette escalade ?

#Chas Freeman

Eh bien, c'est tragique, vraiment, parce que tout est parti d'une attaque contre l'aéroport de Sanaa, menée par le gouvernement yéménite soutenu par l'Arabie saoudite et reconnu internationalement. Ce gouvernement ne contrôle qu'environ vingt pour cent de la population yéménite. Ansar Allah, les Houthis, en contrôlent quatre-vingts pour cent. Ils viennent, comme vous le savez, de conquérir la côte de la mer Rouge jusqu'au détroit de Bab el-Mandeb, en prenant le port de Mokha, d'où vient le mot « moka » pour le café. Les Néerlandais y ont commencé le commerce du café au seizième siècle. Et ils occupent désormais une position dominante sur le détroit de Bab el-Mandeb. Mais ils constatent aussi l'escalade en cours avec les Saoudiens.

Il y a aujourd'hui une réunion à Salalah, une ville d'Oman, non loin de la frontière yéménite. J'y suis allé. Il y a là-bas un palais assez élaboré, avec de magnifiques boiseries réalisées par des sculpteurs

indiens. Le ministre iranien des Affaires étrangères, Araghchi, va rencontrer les ministres des Affaires étrangères des six membres du Conseil de coopération du Golfe. Oman est l'hôte, bien sûr. Les Saoudiens et les Iraniens seront présents et pourront se parler. Et j'espère que, malgré le tempérament impétueux de Mohammed ben Salmane, il autorisera son ministre des Affaires étrangères à solliciter une médiation iranienne auprès d'Ansar Allah, auprès des Houthis, afin de briser la chaîne d'escalade actuellement en cours.

Ce ne sont pas seulement des installations militaires qui sont frappées. Abqaiq, qui est en quelque sorte le principal nœud de l'industrie pétrolière saoudienne, au sein de Saudi Aramco, a été touché et gravement endommagé. Par ailleurs, peut-être de manière coordonnée, sans l'implication du gouvernement irakien, il a été confirmé que plusieurs milices irakiennes étaient à l'origine des frappes contre l'oléoduc est-ouest en Arabie saoudite. L'Arabie saoudite est de nouveau en guerre avec Ansar Allah, après avoir vu la trêve de quatre ans rompue par ses alliés à Aden, au sein du gouvernement internationalement reconnu. Et elle est aussi privée de recettes pétrolières, puisqu'elle ne peut plus exporter ni par le détroit d'Ormuz, ni par le détroit de Bab el-Mandeb.

Et il ne peut ni produire ni acheminer du pétrole jusqu'à Yanbu, le port sur la mer Rouge, d'où il exportait, à bord de navires plus petits transitant par le canal de Suez, vers la Méditerranée et les marchés de cette région. Les Saoudiens sont donc vraiment en difficulté. Ansar Allah progresse, avec une attitude très offensive. La perspective d'une solution militaire est nulle. Nous savons que Donald Trump affirme... Les Houthis l'ont donc appelé et lui ont dit : « Écoutez, nous n'allons perturber le transport maritime de personne, sauf celui des Saoudiens. Tout ce qui va vers l'Arabie saoudite, en vient, ou appartient à l'Arabie saoudite, sera attaqué par les Yéménites. Mais le reste du transport maritime international ne le sera pas. » Et Donald Trump a répondu : « C'est très bien. » Il a donc rejeté deux demandes des Saoudiens, qui voulaient qu'il les soutienne dans cette situation. Ce n'est pas une bonne situation. En plus des frappes ukrainiennes continues contre les raffineries russes, cela enferme Donald Trump dans un piège politique dont il ne peut pas sortir.

Il aurait apparemment demandé aux Ukrainiens de cesser leurs attaques contre les installations qui produisent du diesel. Aux États-Unis, le diesel coûte désormais un peu plus de six dollars le gallon. C'est un montant écrasant pour le transport routier et les équipements agricoles, qui en dépendent. Les réserves s'épuisent. Le prix continue de monter. Et il va encore augmenter. Et Donald Trump doit faire face aux élections de mi-mandat dans ce contexte. Je le dis avec un peu de tristesse, parce qu'il semble que la seule chose qui préoccupe le peuple américain, c'est le prix qu'il paie pour l'essence et le diesel. Les gens ne semblent pas vraiment se soucier des dégâts causés à notre pays, ni à d'autres pays et à d'autres peuples, par nos guerres d'agression menées en plusieurs endroits. Mais je pense qu'il y aura un règlement de comptes politique au début du mois de novembre.

#Glenn

Eh bien, compte tenu de tous ces problèmes pour l'Arabie saoudite — comme vous l'avez dit, son infrastructure économique — elle dépend très fortement des exportations de pétrole. Donc, ses

infrastructures énergétiques sont soit détruites, soit soumises à un blocus. Et l'on voit aussi les Houthis frapper de nombreux moyens militaires saoudiens. De plus, la guerre au Yémen coûte désormais cher, elle aussi. Et, en même temps, les États-Unis ne semblent pas capables de garantir leur sécurité. En effet, comme vous l'avez dit, Trump ne se vante pas : il souligne que ce n'est pas son problème. Alors, quelles sont les possibilités pour l'Arabie saoudite aujourd'hui ? Comment peut-elle se sortir de ce bourbier ?

#Chas Freeman

Eh bien, comme je l'ai dit, ils ont besoin d'un médiateur avec les Yéménites. Le seul médiateur logique, c'est l'Iran. L'Arabie saoudite, une fois que la guerre autour du détroit d'Ormuz sera terminée, d'une manière ou d'une autre, aura besoin d'entretenir avec l'Iran une relation cordiale et coopérative. Je pense que, lorsque Araghchi rencontrera aujourd'hui à Salalah ses homologues des pays membres du Conseil de coopération du Golfe, l'un des points qu'il soulèvera sera le suivant : vous devez vous débarrasser des bases américaines présentes sur votre territoire. Elles ont été utilisées pour commettre des crimes de guerre contre l'Iran, lancer une guerre d'agression et causer d'importants dégâts aux infrastructures iraniennes, entre autres. Et je ne sais pas quelle sera leur réponse. Dans le cas de l'Arabie saoudite, que je connais bien, c'est assez clair : le marché de base qui sous-tendait cette relation a été rompu.

Il y a eu une rencontre, en mille neuf cent quarante-cinq, entre Abdelaziz, le fondateur de cette troisième dynastie saoudienne et de l'Arabie saoudite moderne, et Franklin Delano Roosevelt, le président des États-Unis. Elle s'est tenue sur le Grand Lac Amer, dans le canal de Suez, à bord de l'USS Quincy. Et à la suite de cela, pendant des décennies, il y a eu un partenariat entre les États-Unis et l'Arabie saoudite. En échange d'un accès privilégié aux réserves et à la production d'hydrocarbures saoudiennes, les États-Unis protégeaient l'Arabie saoudite contre ses voisins plus peuplés et plus militarisés. Cela impliquait notamment que cette protection incluait la limitation des actions israéliennes contre l'Arabie saoudite.

Eh bien, tout cela est parti en fumée. Lors de la précédente guerre entre les Houthis et les Saoudiens, ils ont frappé Abqaiq, ce nœud de nombreux oléoducs dans la province orientale de l'Arabie saoudite. Et Donald Trump n'a rien fait. Cela a accéléré les efforts saoudiens pour diversifier leurs relations internationales et réduire leur dépendance envers les autres. Aujourd'hui, ils sont allés encore plus loin. L'entente tripartite entre le Pakistan, l'Arabie saoudite et la Turquie constitue un rejet explicite de la manière dont les États-Unis gèrent la sécurité dans le golfe Persique et en Asie occidentale. C'est aussi une tentative de la remplacer par des forces locales, qui ne dépendent d'aucun protecteur étranger en particulier.

Cela inclut les Chinois et les Russes. Mais les Chinois et les Russes sont tout à fait disposés à apporter leur soutien lorsque les États-Unis ne le font pas. On l'a vu, d'une certaine manière, lors du récent sommet des BRICS à New Delhi. La seule chose sur laquelle beaucoup de gens ont pu se mettre d'accord, c'était la condamnation de la guerre contre l'Iran et la nécessité de trouver des

moyens d'y mettre fin. Mais maintenant, à Salalah, si je comprends bien ce qui se passe, en plus d'écouter Araghchi, les pays du Conseil de coopération du Golfe devraient indiquer qu'ils soutiennent l'accord trouvé entre Oman et l'Iran pour gérer le transit par le détroit d'Ormuz. Eh bien, cela fait tomber le blocus américain.

Combien de temps ce blocus peut-il durer, alors que, d'abord, le reste du monde a l'impression que les États-Unis collaborent, de fait, avec l'Iran pour couper leurs approvisionnements énergétiques, provoquant de l'inflation, des difficultés, d'éventuelles pénuries alimentaires, et ainsi de suite ? Les navires qui assurent ce blocus sont dans un état de plus en plus délabré et insoutenable. Je veux dire, si vous regardez l'USS Abraham Lincoln lorsqu'il est arrivé à Pattaya, en Thaïlande — sans doute là où l'on permet à ces marins de s'amuser un peu, même si l'on nous a assuré que la prostitution est illégale en Thaïlande, ce que j'ignorais — eh bien, c'est une véritable épave rouillée. Il a renoncé à l'entretien habituel depuis très longtemps, et les autres navires sont dans un état tout aussi mauvais.

Ils se trouvent au bout d'une chaîne d'approvisionnement excessivement longue et impossible à maintenir, qui leur fournit nourriture, carburant et autres ressources depuis des régions très éloignées. Et leur dépendance initiale au quartier général de la Cinquième Flotte, à Bahreïn, n'est plus possible, car cette installation a été détruite. En fait, nous avons désormais des sources militaires américaines, des responsables de haut rang, qui reconnaissent ouvertement que l'Iran a infligé de lourds dégâts aux bases du golfe Persique. La situation est, pour l'essentiel, devenue intenable. Ils admettent aussi que l'Iran a gravement endommagé les positions arrière en Jordanie. Cela contredit la ligne de la Maison-Blanche et celle de Pete Hegseth, qui consiste à dire : « Il n'y a rien à voir ici. Allez regarder ailleurs. » Du point de vue saoudien, il est donc désormais urgent de faire la paix avec l'Iran et de trouver une solution à la guerre avec les Houthis, afin de reprendre les différents programmes qu'ils ont dû suspendre ou réduire.

Je veux dire que les projets de la Vision deux mille trente ont tous été réduits plus tôt, à cause de cette guerre. Aujourd'hui, les Saoudiens ont un problème. Vous avez évoqué les attaques des Houthis contre des installations et des équipements militaires saoudiens. Or, presque tout cet équipement vient des États-Unis. Mais les États-Unis ne sont pas aujourd'hui en mesure de le réapprovisionner. Ils ont, en quelque sorte, déjà grillé toutes leurs cartouches, comme dit l'expression, dans une guerre avec l'Iran. Donc, je pense qu'on verra si les Saoudiens sont capables de faire ce que Donald Trump ne fait pas : reconnaître qu'ils sont dans une très mauvaise situation, qu'ils doivent l'affronter, faire la paix avec ceux avec qui ils sont en conflit et, en pratique, accepter leur défaite. Car c'est bien une défaite pour l'Arabie saoudite.

#Glenn

Ce que vous avez vu, en revanche — les combats dans le détroit d'Ormuz, les attaques contre les États du Golfe, et maintenant les pourparlers à Oman, qui, comme vous l'avez dit, couperaient l'herbe sous le pied des États-Unis — tout cela signifie, au fond, l'effondrement de toute l'architecture

de sécurité hégémonique menée par les États-Unis. D'ailleurs, on voit une évolution similaire en Europe. Sauf que les Européens ne parleraient jamais à la Russie. Mais, autrement, on voit que l'architecture de sécurité construite autour de l'hégémon est en train de s'effondrer.

Et il semble que, depuis la Seconde Guerre mondiale, la situation idéale pour les États-Unis ait été cette architecture de sécurité. Les États-Unis en étaient le principal garant et, depuis cette position, ils ont pu en tirer d'importants bénéfices politiques et économiques. Et comme personne ne défie réellement les États-Unis, cela a été une bonne affaire. Mais il semble que cela touche désormais à sa fin, au moment où ils doivent peut-être aller se battre pour l'Arabie saoudite ou pour l'un de ces autres pays. Et comme vous le voyez, les Européens veulent eux aussi entraîner les États-Unis dans une guerre, maintenant. Mais la véritable histoire, semble-t-il, c'est le déclin de la primauté américaine au Moyen-Orient. Mais quel effet cela a-t-il sur un pays comme Israël ?

Parce que, vous savez, si j'étais israélien, je me dirais que, ces dernières décennies, on pouvait faire tout ce qu'on voulait, parce que les Américains nous soutenaient. Mais aujourd'hui, c'est très déroutant. Les États-Unis sont en déclin, tandis qu'Israël semble intensifier son action contre tous ses voisins. Ça n'a pas beaucoup de sens. On pourrait penser qu'ils feraient l'inverse. C'est-à-dire conclure aujourd'hui un accord avec leurs voisins, sur un nouveau statu quo, s'ils pensent que leur position sera plus faible demain qu'elle ne l'est aujourd'hui. Mais là encore, on observe le contraire. Est-ce que vous le voyez ainsi ? Est-ce que vous l'expliquez par la géopolitique au sens large, par les enjeux intérieurs en Israël ? Comment est-ce que vous donnez du sens à tout ça ? Désolé, c'est une grosse question.

#Chas Freeman

Oui, ça, c'est du Glenn Diesen classique. Qu'est-ce que c'est que ça ? Un club sandwich de questions, j'imagine. Pendant que vous parliez, ça m'a rappelé que, puisque vous êtes universitaire et qu'on parle de suicide — le suicide des États-Unis en ce qui concerne leur primauté mondiale, et plus précisément leur primauté au Moyen-Orient —, je suis sûr que vous connaissez l'histoire d'un membre du corps enseignant du M.I.T., retrouvé mort au club des professeurs, avec trente coups de couteau dans le dos. Les enseignants se sont rassemblés, l'ont regardé et ont dit : « C'était le cas de suicide le plus évident qu'ils aient jamais vu. » Vous savez, la cruauté des universitaires est légendaire. Les gens qui travaillent dans les affaires étrangères sont plus polis, mais tout aussi cruels. Ou plutôt, je devrais dire : tout aussi intéressés.

Et les États-Unis ont, pour l'essentiel, supprimé toutes les raisons — en réalité, à part eux-mêmes et leurs livraisons d'armes, qu'ils n'ont désormais plus non plus — de compter sur eux au Moyen-Orient et en Asie occidentale. Quand on les appelle à soutenir ceux auxquels ils ont promis leur protection, ils ne viennent pas. Et c'est désormais un schéma récurrent. C'est particulièrement clair dans le cas de Donald J. Trump. Il ne vient pas. « Ça ne nous concerne pas », dit-il, quand des pétroliers sont

saisis dans le détroit d'Ormuz, comme auparavant ; ou quand Abqaiq est frappée par les Houthis ; ou quand des installations militaires en Arabie saoudite sont attaquées ; ou quand la navigation saoudienne fait l'objet d'un blocus en mer Rouge.

Tout cela s'inscrit donc dans un schéma de comportement des États-Unis. Cela a commencé avec leur réponse au soi-disant Printemps arabe de deux mille onze, lorsque les États-Unis se sont réjouis de l'éviction de Hosni Moubarak, leur protégé en Égypte, sans venir en aide à qui que ce soit d'autre. Ils ont, en réalité, profité des troubles pour lancer une campagne en faveur d'une prise de pouvoir djihadiste en Syrie. Et c'est ce qui s'est produit. Je veux dire, c'était unimaginable. Nous venons de commémorer l'anniversaire des attentats du onze septembre contre les États-Unis, perpétrés par Al-Qaïda. Et maintenant, nous sommes alliés à des éléments d'Al-Qaïda en Syrie. Qui aurait pu imaginer cela ?

L'autre jour, je parlais avec Ian Proud, le va-t-en-guerre de la paix, et il m'a raconté qu'à Iekaterinbourg, où il était consul, je crois, ses appartements étaient attenants à ceux du consul général américain. Ils pouvaient donc passer directement de l'un à l'autre. Un jour, il est entré dans le bureau du consul général américain. Et là, sur le mur, il y avait une image montrant les Britanniques en train d'incendier la Maison-Blanche, en mille huit cent douze ou mille huit cent quatorze, peu importe. Il a regardé son collègue américain et lui a dit : « C'est intéressant. Pourquoi avez-vous ça au mur ? » Et l'autre a répondu : « Eh bien, je le montre aux Russes pour leur dire que les relations peuvent changer avec le temps. » Parfois, elles changent et deviennent plus étroites. Et parfois, c'est l'inverse. C'est ce qui est en train de se passer ici. La position des États-Unis en Asie occidentale n'est plus tenable.

Et nous en voyons de plus en plus les signes. Je voudrais faire une remarque : l'islam a sa propre tradition diplomatique, avec de très nombreux récits. Mais il y a un dicton particulièrement pertinent dans ce contexte d'opposition entre les pays du Conseil de coopération du Golfe, les pays arabes du Golfe, et les Iraniens. C'est « le cheveu de Muawiya ». Muawiya, qui était calife, successeur du prophète Mahomet à la tête de l'islam, disait, vous savez : « S'il ne restait qu'un seul cheveu entre moi et l'autre partie, s'il tirait, je céderais. S'il cédait, je tirerais. » Ne perdez jamais le contact avec l'ennemi. N'abandonnez jamais le dialogue diplomatique.

Peut-être que l'islam a des leçons à donner à la chrétienté dans son état actuel, peu diplomatique, voire anti-diplomatique, je pense. Et les cheveux de Muawiya en sont un bon exemple. Quoi qu'il en soit, ce qui se passe dans la région détourne évidemment l'attention de l'assaut mené par Israël contre les Palestiniens et les Libanais. Soit dit en passant, l'Iran continue d'insister sur le fait qu'une condition à un accord avec les États-Unis serait que les États-Unis mettent fin à ces dévastations israéliennes infligées aux Palestiniens, aux Libanais, aux Syriens et à d'autres. Israël a déclaré avec beaucoup de défi qu'il ne le ferait pas. Netanyahu s'est rendu à Gaza et a dit qu'elle serait recolonisée, que tout serait pris.

Les différents membres fascistes de son cabinet ont déclaré qu'il y aurait un départ, je cite, « volontaire », fin de citation, des Palestiniens de Gaza. Les pogroms en Cisjordanie cherchent à provoquer le départ des Palestiniens qui s'y trouvent. Le sud du Liban est dévasté. Il est transformé en réplique de Gaza par les forces de défense israéliennes. Et Israël continue de rivaliser avec les Turcs pour la domination en Syrie, en essayant de la diviser entre les Arabes, les sunnites, les chiites, les alaouites, les druzes, les Kurdes, tous les Arméniens, toutes les divisions présentes en Syrie, les chrétiens... toutes les divisions de la Syrie. Il les manipule, alors que les Turcs insistent sur un État syrien intégré, capable de se défendre.

Alors, nous assistons au chaos au Levant, à une confrontation israélo-turque qui s'intensifie, et à une remise en cause des accords de Camp David par l'Égypte et la Jordanie. La Jordanie n'a nulle part où aller. L'Égypte, elle, pourrait avoir d'autres options. C'est l'émergence de cette entente tripartite : un accord de sécurité coopératif dans le golfe Persique entre le Pakistan — avec ses armes nucléaires, son abondante main-d'œuvre et ses liens privilégiés avec la Chine — et l'Arabie saoudite, qui dispose normalement de beaucoup d'argent. Mais les circonstances actuelles ne sont pas normales. L'Arabie saoudite emprunte de l'argent. Elle vient de demander un prêt important à la Banque mondiale. Et cela montre à quel point elle est en difficulté.

Et enfin, la Turquie, qui est une économie industrielle avancée, avec une armée redoutable, une armée vraiment exemplaire. C'est une combinaison redoutable. Reste à voir si elle peut réellement remplacer la domination étrangère dans la région. Mais c'est clairement l'objectif. Et je ne vois pas que les Saoudiens aient d'autre choix que de s'y rallier. Et les Israéliens sont, à juste titre, alarmés par cette évolution. Elle constitue un frein fondamental au projet du Grand Israël, auquel ils restent attachés, et qui, selon moi, devient de plus en plus irréalisable. Je vais donc m'arrêter là. Puisque vous m'avez servi un club sandwich, j'ai pensé que j'allais le mâcher un moment.

#Glenn

Eh bien, je me demandais : maintenant que vous voyez l'Arabie saoudite s'affaiblir, y a-t-il quelque chose qui pourrait combler ce vide ? Parce que, comme vous l'avez dit, tous ces pays s'affaiblissent les uns les autres, tandis que la Turquie se renforce. Mais certains pensent qu'Israël pourrait tirer profit de l'affaiblissement de l'Arabie saoudite. Ou pas tant que ça ?

#Chas Freeman

Eh bien, en effet, John. Il existe une théorie selon laquelle l'un des objectifs — pas l'objectif principal, mais un objectif secondaire — de la guerre contre l'Iran déclenchée par Israël était d'affaiblir les pays du Golfe. On voit beaucoup de postures hostiles aux Arabes du Golfe dans la politique israélienne, et particulièrement envers le Qatar. Naftali Bennett, candidat au poste de Premier ministre — mais sans doute pas un candidat crédible, nous ne le savons pas encore — passe beaucoup de temps à dénigrer le Qatar. C'est en partie lié à son association avec Netanyahu lors de

la précédente tentative de diviser les Palestiniens. Netanyahu comptait alors sur les Qataris pour maintenir le Hamas en place, comme contrepoids à l'Autorité palestinienne, au Fatah et aux autres. C'est donc un élément à prendre en compte.

Mais, Glenn, je pense que, vous savez, il ne faut pas sous-estimer la force fondamentale de ces pays. Une fois que le détroit d'Ormuz sera rouvert — apparemment avec une certaine participation de leur part, si j'interprète correctement la réunion de Salalah —, je ne pense pas qu'on y signera quoi que ce soit. Rien de définitif. C'est une discussion sur la voie vers un ordre régional d'après-guerre. Ce n'est pas la création d'un ordre d'après-guerre. Mais leurs ressources naturelles resteront considérables. Ils ont tous découvert le nationalisme, même les États les plus petits, et ils se comportent en conséquence. Ils ne sont plus prisonniers des différences théologiques. La fracture entre sunnites et chiites a beaucoup perdu de son importance. Elle existe toujours, mais ce n'est plus la force motrice qu'elle était.

On voit des pays comme les Émirats arabes unis mener une realpolitik impitoyable, étendre leur contrôle dans la Corne de l'Afrique, en mer Rouge, sur l'autre rive de la mer Rouge, et en Libye. C'est une posture très aventureuse, stratégiquement agressive. Ils sont actuellement alignés sur Israël, mais ils jouent clairement tous les camps les uns contre les autres. Ils sont donc le principal exemple de realpolitik, mais tous les autres suivent la même voie. Et comme je l'ai dit plus tôt, une question essentielle pour le leadership de Mohammed ben Salmane, en Arabie saoudite, sera de savoir comment il va gérer la résolution du conflit avec les Houthis. Et comme je l'ai dit, je ne pense pas qu'il ait d'autre choix. Il n'y a pas d'option militaire. Il a besoin d'un médiateur, et le seul médiateur plausible, c'est l'Iran. Donc, je pense qu'il y sera poussé. Mais, vous savez, beaucoup de choses sont en mouvement ici. Peut-être que nous ne parlons pas d'un club sandwich, mais d'une sorte de maelström.

#Glenn

Eh bien, tous ces conflits sont tellement liés les uns aux autres. C'est difficile de les séparer. On peut le faire, mais avec les Israéliens, on a l'impression qu'ils trouvent toujours un moyen de s'en sortir en position de force. Cette fois-ci, pourtant, ce qui se passe semble tellement autodestructeur. Et je ne vois plus vraiment de bonne issue pour eux.

#Chas Freeman

Vous pensez donc que les Israéliens sont les Hongrois de l'Asie occidentale. Ils entrent dans une porte tournante derrière vous, mais, d'une manière ou d'une autre, ils en ressortent devant. Peut-être. Mais je pense que la chance d'Israël est en train de tourner. Israël se suicide dans tous les aspects de sa vie, dans chacun de ses éléments. Il a perdu son soutien international. Désormais, même en Occident, on voit des initiatives contre Israël. Elles restent plutôt timides, mais elles ouvrent une brèche. Par exemple, au Royaume-Uni et dans onze autres pays européens, dont le Canada. Et on voit le taux d'émigration des intellectuels et des professionnels israéliens monter en

flèche. On voit aussi l'armée sombrer dans un désarroi croissant, le chef d'état-major de Tsahal avertissant qu'elle pourrait se désintégrer.

On voit les divisions en Israël, entre ceux qui défendent une démocratie juive et qui redoutent l'autocratie du groupe fasciste aujourd'hui au pouvoir. Certains Israéliens, peu nombreux, s'opposent à la persécution et à l'appauvrissement des Palestiniens, au génocide à Gaza et aux exactions en Cisjordanie. Je veux dire, chez les Israéliens de la génération plus âgée... Récemment, un groupe de généraux âgés, des généraux à la retraite de l'armée israélienne, a effectué une tournée en Cisjordanie. Ils ont été horrifiés par ce qu'ils ont vu, et à juste titre. Donc, il y a un Holocauste en cours contre les Palestiniens. Et comme l'Holocauste européen des Juifs, des Tsiganes, des libéraux et des communistes, il est mené par des moyens technologiques.

Les gens s'inquiètent de la possibilité que l'intelligence artificielle fasse des choses inhumaines. Cela se produit déjà en Israël. Ils utilisent l'intelligence artificielle pour tuer des gens à très grande échelle. Alors oui, il y a de quoi être profondément bouleversé. Et si vous êtes Israélien, ou si vous êtes juif sans être Israélien, voulez-vous être associé à ces gens-là ? Le sionisme est-il une expression légitime du judaïsme, ou bien est-ce une hérésie, une déviation, comme l'État islamique l'est par rapport à l'islam ? Ou comme le nationalisme blanc par rapport au christianisme ? Vous savez, je pense qu'il y a là de graves questions morales qui préoccupent beaucoup de gens ici. Et, de plus en plus, des gens en Israël doutent qu'Israël dépasse vraiment son quatre-vingtième anniversaire, qui approche dans quelques années.

Donc, ce n'est pas une bonne chose. La question, vous savez, que les Israéliens se posent depuis longtemps, c'est : où vont aller les Palestiniens ? Ils devraient maintenant se demander : où vont aller les Juifs israéliens ? Qui voudra encore d'eux après ce qu'ils ont fait de cette expérience avec le sionisme ? Je pense que ce sont là des questions terribles, et je n'en connais pas les réponses. Même si je soupçonne que le refuge des Palestiniens comme des Juifs israéliens finira par être le Brésil, parce que c'est le seul pays, à ma connaissance, qui ait une politique d'immigration intelligente, de l'espace, une capacité d'accueil, et une histoire de tolérance admirable.

#Glenn

Eh bien, sur la question des alliances qui s'effondrent ou s'affaiblissent, quelle est votre vision d'ensemble de ce qui se passe en Europe avec l'OTAN ? Car, là encore, l'élargissement de l'OTAN était censé faciliter l'hégémonie collective de l'Occident. C'était un pilier essentiel du moment unipolaire. Et, bien sûr, l'Ukraine était censée devenir un grand et puissant bouclier, ou une lance, contre les Russes. Vous avez sans doute lu, comme moi, cet article du New York Times, en février deux mille vingt-quatre, sur ce qui s'est passé après l'éviction de Ianoukovitch — désolé, je suis en train de préparer un gros club sandwich — mais enfin, après que Ianoukovitch a été renversé, avec l'aide de pays de l'OTAN, en février deux mille quatorze, cet article du New York Times expliquait à quel point c'était, en substance, un gros coup pour les États-Unis. Car, avec l'aide de l'Ukraine, le renseignement américain sur la Russie allait être considérablement renforcé.

Ils auraient davantage accès à la technologie militaire russe, à ses communications, et pourraient mieux comprendre ses réseaux de renseignement. Ils pourraient aussi mener une guerre clandestine contre la Russie. Enfin, il y avait tous ces avantages différents. Mais maintenant que l'Ukraine est en train d'être détruite, elle commence de plus en plus à ressembler à un fardeau. Je veux dire, qu'est-ce que cette guerre apporte encore à l'OTAN, aujourd'hui ? Oui.

#Chas Freeman

Rien. Cela a mis en lumière la confusion stratégique américaine. Et cela a révélé l'incapacité des Européens à apporter de la clarté pour contrer cette confusion, ou à agir malgré elle. Et, en réalité, la guerre a démontré le bien-fondé de l'affirmation russe selon laquelle l'association de l'Ukraine à l'OTAN représenterait une menace intolérable pour la Russie. Chaque fois qu'une raffinerie explose en Russie, avec l'aide de l'OTAN et grâce à des informations de ciblage fournies par les services de renseignement occidentaux, la CIA, le MI six et d'autres, les Russes se rappellent qu'ils ne peuvent pas tolérer la présence de forces étrangères hostiles en Ukraine.

C'est ce qui a fondé leur décision d'envahir, en février deux mille vingt-deux. Une décision, je pense, mal avisée, mais inévitable. Donc, je pense qu'on aboutit à une situation où les Européens, de plus en plus — pour reprendre une analogie avec le football américain — après avoir cafouillé et laissé tomber le ballon sur l'Ukraine, vont maintenant se retrouver face à un État ukrainien résiduel. Un État encore plus corrompu qu'avant, appauvri, désindustrialisé, qui ne représentera plus une menace pour les agriculteurs des autres pays, parce qu'il ne pourra pas exporter ses céréales en toute sécurité. Un État dirigé par des ultranationalistes d'Ukraine occidentale, qui sont l'ennemi juré de leurs voisins, les Polonais, les Hongrois, et ainsi de suite. Et cet État, peut-être devenu une zone de faiblesse après la fin de cette guerre, risque de faire face à des revendications revanchardes de pays comme la Pologne ou la Hongrie. Autrement dit, rien ne garantit que l'Ukraine sera à l'abri des prédatations des autres.

C'est donc un cancer pour l'Europe, et je pense aussi pour la Russie. Parce que je ne vois pas les Ukrainiens se résigner à la défaite imminente qu'ils semblent devoir subir. Ils ont perdu du territoire, ils ont perdu de la population, ils ont perdu leur industrie, ils ont perdu leur chauffage. Et, selon les météorologues, un hiver très rude approche. C'est donc absolument crucial. Les Russes se préparent clairement, sur le plan militaire, à la fin de cette guerre. Ils ne croient pas qu'il existe une issue diplomatique. Celle qu'ils ont tentée à Istanbul, en mars et avril deux mille vingt-deux, a été sabotée par l'Occident. L'Occident n'a pas de réponse diplomatique sur l'Ukraine. Nous avons deux magnats de l'immobilier new-yorkais, sans qualification, qui représentent personnellement Donald Trump, sans aucun statut officiel, et qui tentent de servir de médiateurs dans un conflit auquel les États-Unis sont partie prenante.

Une médiation ne peut pas être menée par quelqu'un qui est partie prenante au conflit, en l'occurrence les États-Unis. Et il n'existe aucune proposition que les Russes puissent accepter en

disant oui. Les Ukrainiens semblent de plus en plus désespérés. Zelensky est manifestement en grande difficulté politique. Il a désormais des adversaires, de plus en plus visibles. L'Ukraine a perdu sa démocratie. Elle a perdu sa liberté de la presse. Elle a perdu sa liberté de religion. Elle a perdu sa liberté d'expression. Elle n'entrera pas dans l'Union européenne, pour toutes les raisons que j'ai mentionnées. Et elle ne fera pas partie de l'OTAN. Donc, du point de vue de l'Ukraine, cette guerre a été pire qu'une catastrophe. Elle a été absolument destructrice sur tous les plans, et elle laisse potentiellement l'Ukraine mutilée, à peine en vie.

Quelle est la réponse européenne à cela ? Tout cela aurait pu être évité, si Istanbul n'avait pas été rendu caduc par l'intervention de Boris Johnson, si les Européens n'avaient pas décidé, contrairement à leur propre tradition diplomatique, qu'il était moralement interdit de parler aux Russes. Vous savez, la vie est pleine de méchants. Et, parfois, il faut traiter avec eux. Il faut le faire de manière pragmatique. On ne peut pas traiter avec eux par des insultes, comme Donald Trump essaie de le faire avec ceux qu'il considère comme des méchants. On ne peut pas traiter avec eux en refusant de communiquer, en refusant tout contact, comme le font les Européens. Et il est temps, pour de nombreuses raisons, que les États-Unis, l'Europe en particulier, l'Occident, si vous préférez, reconsidèrent le statu quo. Le statu quo a acquis un caractère sacré.

Si vous remettez en cause le statu quo sacré, je pense que vous l'avez peut-être remarqué : vous commettez un sacrilège. Vous recevrez des menaces de mort, et vous serez condamné pour capitulationnisme, ou que sais-je encore. Tous les péchés imaginables en matière d'art de gouverner. Le fait est que ce statu quo est peut-être sacré, mais il est désastreux pour l'Occident. Et l'absence de débat à ce sujet, le refus même d'envisager, ne serait-ce que pour en débattre, des propositions politiques alternatives, est catastrophique. C'est, vous savez, la demi-vie de l'Occident en tant que force dans le monde. Environ douze pour cent de la population mondiale vit en Occident. Quatre-vingt-huit pour cent n'y vivent pas. Ces quatre-vingt-huit pour cent progressent. Les douze pour cent, eux, ne semblent plus progresser. Enfin, je veux dire, où tout cela nous mène-t-il ? Pouvons-nous nous permettre de ne pas envisager d'alternatives à des politiques qui ont échoué ?

De toute évidence, l'Ukraine est une politique qui a échoué. La guerre contre l'Iran aussi. La solution à deux États en Palestine aussi. Et donc, j'imagine que, selon Donald Trump, la défense britannique des îles Falkland est elle aussi un échec. Quoi qu'il en soit, il est temps de repenser sérieusement tout cela. Et qui va le faire ? Eh bien, il semble que... je ne sais pas ce qui s'est finalement passé lors des élections suédoises, mais j'ai cru comprendre que la droite n'a pas remporté le succès écrasant que beaucoup avaient prédit. L'Alternative pour l'Allemagne n'a pas été — ou la Saxe-Anhalt n'a pas été — un précédent. Je ne connais pas bien votre propre situation politique en Norvège, mais d'où viendra cette remise en question ? Peut-être de la droite, et non de la gauche. La gauche semble se consacrer à des postures creuses plutôt qu'à la raison.

#Glenn

Oui, non, je ne crois pas qu'il y ait beaucoup d'alternatives vraiment crédibles en Europe. Mais on voit que l'establishment politique est de plus en plus discrédité, tout comme ses... disons, ses porte-parole dans les médias. Donc, je pense que le problème, c'est qu'aucune véritable alternative n'émerge. Mais oui, l'ancien statu quo continue de s'effondrer. Mais j'en viens à ma dernière question.

#Chas Freeman

C'est sacré. Vous devez lui prêter allégeance, Glenn. Vous allez avoir des ennuis. Enfin, vous en avez déjà.

#Glenn

Oh, je sais. Non, c'est très restrictif. Je remarque que c'est un peu comme au Moyen-Orient. Ils disent, vous savez : « Est-ce que vous condamnez ce que le Hamas a fait ? » Et puis, vous savez, ils posent ce petit jalon moral. C'est en quelque sorte le point de départ de toute discussion. Et ils font la même chose avec la guerre contre la Russie. Autrement dit, le point de départ de toute discussion publique doit être, vous savez, de condamner l'agression non provoquée de la Russie. Et puis, vous savez, à moins de voir les choses à travers ce prisme selon lequel la Russie veut restaurer l'Union soviétique, et que la réponse doit être de ressusciter ce bloc de la guerre froide.

Je veux dire, si vous vous écarterez de ça, vous n'avez plus votre place dans la société. Donc c'est très... encore une fois, c'est tellement autodestructeur. Parce que, comme vous l'avez dit, nous vivons une époque historique. Le déplacement du pouvoir, sa répartition, et la manière dont il s'éloigne radicalement de l'Occident. Nous n'avons pas vu une telle redistribution du pouvoir depuis des siècles. Et le seul cadre dans lequel on nous enferme pour gérer les récits, c'est de revenir à une sorte de guerre froide, ou à quelque chose venu du vingtième siècle. C'est très frustrant.

#Chas Freeman

Il y a deux façons de répondre aux remises en cause du statu quo sacré. La première consiste à fermer la fenêtre d'Overton et à ne permettre aucun débat. C'est effectivement ce que font beaucoup de gens, comme vous le dites. Mais il y en a une autre, que la tradition juive d'Europe de l'Est appelle le pilpoul. Le pilpoul, c'est quand quelqu'un soulève une question stratégique et qu'on se perd dans les détails, en discutant de toutes sortes d'éléments agaçants et contradictoires, qui semblent discréditer l'initiative stratégique proposée. Les deux se produisent. Je voudrais souligner un point, que je trouve très intéressant. Il y a tout juste eu ce sommet des BRICS à New Delhi. Et l'un des commentaires de Xi Jinping m'a vraiment frappé, parce qu'il laisse entendre que l'Occident a abandonné l'idée d'un ordre fondé sur des règles. Il suggère que l'opportunité devrait l'emporter sur les règles, et qu'un comportement arbitraire et capricieux est acceptable, quoi qu'il arrive.

Xi Jinping a employé cette analogie. Il a dit, vous savez, qu'un monde sans règles, c'est comme un carrefour sans feux de circulation. C'est une invitation à l'accident. Autrement dit, j'ai l'impression que les Chinois et les autres pays des BRICS redécouvrent les mérites de l'État de droit à l'échelle internationale, au moment même où l'Occident semble le moins fidèle à ses propres traditions en la matière. Dans le cas des États-Unis, nous ne prêtons tout simplement plus aucune attention au droit international. Je pense qu'il en reste encore un peu en Europe, mais parfois seulement de manière très véhémente, dogmatique et contre-productive. Je pense notamment à Kaja Kallas.

Vous savez, des déclarations très irréalistes, idéalistes mais mal avisées, des aspirations à démanteler la Fédération de Russie au lieu de composer avec elle, et ainsi de suite. J'imagine au nom du principe d'autodétermination, je ne sais pas pourquoi. Quoi qu'il en soit, le fait que le débat qui devrait avoir lieu ne se tienne pas en Occident ne veut pas dire qu'il n'a pas lieu ailleurs. Et je pense que c'est le cas. Et je trouve très intéressant que nous ayons le groupement des BRICS. Les Indiens en assurent la présidence ; c'est pourquoi ils ont accueilli la réunion de Delhi jusqu'à la fin décembre. Le premier janvier, les Chinois prennent le relais. Le premier janvier suivant, c'est l'Afrique du Sud qui prend la présidence. Ce sont deux pays qui comprennent qu'il faut traduire des propositions d'action volontaire en programmes soutenus par des institutions, financés et réellement applicables.

La réunion des BRICS à Delhi a débouché sur un très grand nombre de propositions constructives. Elles appelaient chacun à suivre ce qui avait été reconnu comme des intérêts communs. Mais elle n'a pas mis en place de cadre organisationnel pour appliquer ces propositions, ni de financement pour les réaliser. Je pense que ce sera la prochaine étape pour les BRICS. Et c'est, en réalité, la création d'une alternative aux Nations unies, à l'ordre d'après-guerre dominé par l'Occident. Ce sera un retour à l'élaboration de règles par consensus, plutôt qu'à des actions unilatérales de l'Union soviétique, des États-Unis ou d'autres pays. Donc, je suis d'accord avec vous. C'est un changement éthique en cours. Malheureusement, il ne se produit pas dans le monde que vous et moi chérissons. Il se produit ailleurs.

#Glenn

Eh bien, Friedrich Nietzsche soulignait que le changement implique que l'ancien meurt et cède la place à quelque chose de nouveau. Mais il disait aussi que si l'ancien meurt et que rien n'émerge pour le remplacer, alors c'est l'anarchie. C'est le chaos. Et je pense que c'est ce que nous voyons. L'ancien ordre est déjà mort, et le statu quo a déjà disparu. Et je pense qu'en Occident, l'ironie, c'est que nous nous accrochons à une époque révolue, parce que cette époque a représenté, pour nous du moins en Occident, le sommet de la stabilité et de la paix au cours des trente dernières années. Et en refusant de nous adapter, d'accepter que ce statu quo a disparu, nous sommes, en substance... oui, en refusant, et même en criminalisant les débats et les discussions, nous ouvrons aujourd'hui la porte à une anarchie totale. Là encore, ironiquement, parce que nous voulons nous accrocher à cette période précédente de stabilité.

#Chas Freeman

Eh bien, la nostalgie ne remplace pas le réalisme. Et cela me rappelle que, dans le cas de la Palestine, de l'Asie occidentale, le soi-disant processus de paix a survécu comme une nostalgie longtemps après avoir cessé d'exister dans la réalité. Et il est devenu une excuse à l'inaction, ainsi qu'à la tolérance envers des évolutions qui ont atteint un stade véritablement répugnant. Donc, vous savez, votre remarque est juste. Nous nous accrochons à la nostalgie de valeurs que nous avons autrefois professées. Peut-être ne les avons-nous jamais vraiment mises en pratique, mais nous avons essayé de le faire. Nous aspirions à le faire. Et aujourd'hui, elles sont mortes. Ce qui les remplacera reste incertain. Mais, à l'évidence, cela ne semble pas devoir venir de l'Occident.

#Glenn

Eh bien, c'est toujours un plaisir.

#Chas Freeman

Oui, nous aimons parler de choses sombres, et vous aimez poser des questions extrêmement complexes, je trouve, très réalistes et pertinentes. Et moi, j'aime essayer d'y répondre, mais j'échoue toujours. Quoi qu'il en soit, merci pour ce que vous faites, Glenn.

#Glenn

Eh bien, merci.